Guerre en Ukraine : les raisons de la complaisance israélienne envers la Russie

vendredi 1er avril 2022, par [CYPEL Sylvain](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2022).

Dans le concert des nations « occidentales », la voix d'Israël détonne sur la crise ukrainienne. Et les dirigeants de ce pays ne veulent pas s'opposer frontalement à Vladimir Poutine auquel ils sont liés par des intérêts stratégiques et économiques. Au risque de fâcher l'allié américain.

Sommaire

- [RAIDS AÉRIENS SUR LA SYRIE](#)
- [LE POIDS DES OLIGARQUES](#)
- [CONNEXIONS POLITIQUES](#)
- [« UN AVEUGLEMENT MORAL ET](#)
- [« PLAN DE PAIX » OU CAPITULATI](#)

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février, Israël s'est installé dans une attitude politique unique en son genre du côté de ce qu'on nomme généralement le « camp occidental ». Tout en ayant voté le 2 mars (après quelques hésitations) la résolution adoptée par 141 pays dénonçant la guerre menée par Moscou et exigeant que la Russie retire ses troupes immédiatement, Tel-Aviv a refusé de se joindre aux sanctions économiques engagées contre ce pays et certains de ses dirigeants, et de fournir aux Ukrainiens du matériel militaire, même « défensif ». Jusqu'ici, il n'a pas voulu non plus procurer à Kiev son système de défense antiaérienne « Dôme de fer » qu'il utilise pour contrarier les lancements de roquettes sur son territoire depuis la bande de Gaza ou le sud du Liban, et n'a proposé aux Ukrainiens que des livraisons de vêtements ou un hôpital de campagne. Enfin, il rejette depuis le début de la guerre l'entrée de réfugiés ukrainiens sur son territoire.

Parallèlement, Israël cherche à se présenter sur la scène internationale comme un intermédiaire entre Moscou et Kiev. Son premier ministre Naftali Bennett a été l'un des très rares interlocuteurs internationaux longuement reçus (le 5 mars) à Moscou par Vladimir Poutine. Et le 16 mars, le quotidien britannique Financial Times indiquait qu'il avait fourni aux Russes et aux Ukrainiens un « plan » en 15 points destiné à mettre fin à cette guerre [1].

RAIDS AÉRIENS SUR LA SYRIE

Indubitablement, la place occupée par la Russie au Proche-Orient depuis 2015 impacte grandement l'attitude adoptée par Israël. Comme l'a dit Yaïr Lapid, son actuel ministre des affaires étrangères (et selon un accord de coalition, futur premier ministre) depuis cette date, qui a vu Moscou intervenir militairement de manière massive dans le conflit intérieur syrien, « Israël détient une frontière commune avec la Russie », un pays dont il ne peut désormais négliger la puissance politique. De fait, Israël a négocié avec Moscou un accord tacite de coordination lui permettant de bombarder des sites militaires iraniens en Syrie et les convois transférant des armes iraniennes au

Hezbollah au Liban. Cet accord, avec quelques menus accroc, a perduré jusqu'aujourd'hui, permettant à Israël de mener des centaines de raids aériens en Syrie depuis cinq ans et, dans la période récente, de détruire par exemple des centaines de drones iraniens en Syrie.

C'est d'abord cet accord que le gouvernement israélien cherche à préserver en refusant de se joindre aux sanctions internationales contre Moscou. Car « si les Russes décidaient de couper la ligne de téléphone rouge, nous devrions réfléchir à la possibilité de continuer ou pas nos frappes en Syrie » [2], explique Giora Eiland, un ancien général et ex-directeur du Conseil de sécurité nationale israélien. L'impact d'une fâcherie avec Moscou pourrait être grave si la Russie, par exemple, décidait en rétorsion de brouiller les signaux de navigation destinés aux transports militaires, et pire encore, ceux des transports civils. Une impossibilité israélienne de poursuivre ses frappes aériennes sur l'Iran en Syrie déboucherait, entend-on aussi dans les milieux sécuritaires israéliens, sur un « triomphe du Hezbollah » libanais, qui verrait ses approvisionnements en armements iraniens atteindre des volumes à ce jour inconnus. Bref, Israël n'aurait pas les moyens de fâcher l'ours russe outre mesure.

LE POIDS DES OLIGARQUES

Mais il est un autre motif qui explique l'attitude complaisante d'Israël envers Moscou. Entre le 8 et le 11 mars, un discret ballet a survolé les cieux israéliens. Au moins 14 jets privés, et peut-être plus, ont atterri sur le tarmac de l'aéroport Ben Gourion, près de Tel-Aviv. En sont descendus de nombreux oligarques russes, accompagnés de leurs familles, de leurs proches et sans doute, des quelques avoirs liquides qu'ils avaient pu emporter dans leurs bagages. Parmi ces richards figurait Roman Abramovich, célèbre propriétaire russe du club de football de Chelsea, qui avait trouvé le moyen, juste avant son départ, de se faire octroyer un passeport portugais — moyen pour lui de devenir européen et d'espérer ainsi échapper aux sanctions imposées par les États-Unis et les Européens. En attendant, Abramovich avait jugé plus prudent d'évacuer le continent européen pour se réfugier... chez lui, en Israël (une enquête a été ouverte contre lui au Portugal, suspectant l'oligarque d'avoir obtenu son passeport grâce à un faux témoignage).

*[ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT À LA LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE D'ORIENT XXI
Email]*

Si ces oligarques, dont plusieurs sont très proches de Poutine, ont pu être accueillis sans entrave en Israël, c'est pour deux motifs essentiels : le premier est que, contrairement à la plupart des oligarques russes, ils sont juifs et bénéficient à ce titre de la « loi du retour », qui stipule que tout juif s'installant en Israël reçoit instantanément la citoyenneté du pays. Le second motif est, lui, plus prosaïque : depuis la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU et les décisions américaines et européennes d'imposer à la Russie des sanctions économiques d'une dimension encore inédite, incluant des sanctions visant spécifiquement ses oligarques, Israël est, comme on l'a vu, un des très rares États dits « occidentaux » à ne pas y avoir adhéré.

CONNEXIONS POLITIQUES

Cependant, la motivation des dirigeants israéliens à protéger le sort et les avoirs de « ses » oligarques s'explique aisément. En effet, ces oligarques juifs, dont certains se sont établis en Israël tout en continuant à détenir des avoirs importants en Russie et dans son pourtour (d'autres ne faisant que détenir la citoyenneté israélienne et des investissements en Israël sans y résider de

manière régulière, comme Abramovich) sont venus pour l'essentiel de Moscou ou de Leningrad, mais aussi de Kiev, de Tachkent et d'ailleurs après le démembrement de l'URSS. Au nombre de plusieurs dizaines, ils ont aussi contracté des relations d'affaires avec de nombreux hommes politiques israéliens. Les premiers y ont vu une protection supplémentaire, les seconds une amitié généreusement rémunérée. Un homme comme Avigdor Lieberman, chef de file de l'extrême droite coloniale laïque en Israël, aujourd'hui ministre des finances et ex-ministre de la défense, est connu pour ses très nombreuses accointances avec de nombreux oligarques russes. L'actuel ministre du logement Zeev Elkin en a tout autant. L'ancien chef d'état-major Benny Gantz avait bénéficié de l'aide de l'oligarque Viktor Vekselberg pour lancer sa start-up sécuritaire nommée La Cinquième Dimension.

Comme Vekselberg, la plupart des oligarques russes devenus israéliens ont investi dans des sociétés locales. Mais ils ont aussi fait bénéficier de très nombreux hommes politiques israéliens de leur générosité, soit en les installant aux conseils d'administration de leurs sociétés, soit en finançant leurs campagnes électorales, soit les deux. Aujourd'hui, explique l'avocat d'affaires israélien Ram Gamliel, ils naviguent dans « un climat de panique » [3]. Et ceux qui ont fait affaire avec eux ont beaucoup à y perdre. Car, selon les estimations, en l'espace de trente ans, le poids de ces oligarques aurait atteint entre 5 et 10 % du PIB israélien. De quoi, effectivement, souhaiter limiter au maximum les effets des sanctions auxquelles ils sont soumis. Deux jours seulement avant l'attaque de Poutine en Ukraine, le magnat Abramovich avait offert 3 millions de dollars (2,73 millions d'euros) à Yad VaShem, le musée israélien de la Shoah. « Le timing, écrit le journaliste israélien Anshel Pfeffer, pouvait difficilement être une coïncidence » [4]. D'ailleurs, le musée est intervenu dans un premier temps auprès des officiels américains pour leur demander d'exclure des sanctions un homme aussi utile à la mémoire juive, avant finalement de se raviser et de refuser le don offert par Abramovich.

« UN AVEUGLEMENT MORAL ET HISTORIQUE »

L'attitude du gouvernement sur la question des sanctions n'a suscité que peu de réactions en Israël. Le même Anshell Pfeffer s'est montré outré. « La posture honteuse des dirigeants israéliens devant l'invasion d'un pays indépendant par un dictateur, la manière dont Bennett a évité de prononcer le mot Russie dans ses discours, les très faibles condamnations du ministre des affaires étrangères Yaïr Lapid sont les signes d'un aveuglement moral et historique » [5], a-t-il écrit. Cette posture honteuse et cet aveuglement moral ont été incarnés plus encore par la ministre de l'intérieur Ayelet Shaked (extrême droite laïque), qui n'a eu de cesse de refuser l'accueil des réfugiés ukrainiens, et surtout ceux qui ne répondraient pas aux critères les plus stricts du judaïsme. Dans un second temps, se ravissant, elle a proposé que lesdits réfugiés non juifs soient admis, à la condition de disposer d'une famille israélienne d'accueil qui verserait une somme de 10 000 shekels (2 820 euros) de caution au cas où ils ne seraient pas repartis avant trois mois. Elle a aussi dénié l'accès aux soins des réfugiés, hormis pour les « urgences ». Devant un début de tollé — le ministre de la santé Nitzan Horowitz (gauche sioniste) a parlé de « honte » —, environ 12 600 réfugiés ukrainiens auraient finalement été accueillis, dont deux tiers de non-juifs, et un millier aurait été refoulé.

Seules quelques rares figures politiques ont critiqué l'attitude conciliante du gouvernement vis-à-vis de Poutine. Et le débat politique en Israël est resté très modeste. L'ex-ministre de la défense (Likoud) Moché Yaalon a estimé que le gouvernement exagérait le risque d'un soutien affiché à l'Ukraine, et qu'Israël disposait de plus de moyens qu'on ne le croit pour pouvoir s'émanciper en Syrie de l'aval russe pour y mener ses frappes. Ex-ministre des affaires étrangères, Tzipi Livni a récusé l'attitude officielle présentant le dilemme auquel Israël est confronté comme un choix cornélien entre « les intérêts sécuritaires » du pays et ses « valeurs démocratiques ». « Nous devrions être du bon côté de l'Histoire, et ce n'est pas celui de Poutine », a-t-elle lancé. L'opposition

à Bennett, combien de divisions ? À l'échelon politique, elle s'est très peu fait entendre.

« PLAN DE PAIX » OU CAPITULATION

Le premier ministre israélien a donc pu progresser et proposer, le 16 mars, son « plan de paix ». Celui-ci, sans entrer dans les détails, assurerait que l'Ukraine renonce à toute adhésion à l'OTAN et à toute présence de bases militaires ou de forces de l'OTAN sur son territoire, en échange de quoi elle bénéficierait d'une protection de pays alliés tels que les États-Unis, le Royaume-Uni ou la Turquie, tous membres de l'OTAN. La nature des garanties offertes par ce plan à l'Ukraine n'est pas claire, et l'avenir des territoires ukrainiens préalablement annexés par Moscou (la Crimée et le Dombass) n'est pas évoqué. Sans être chaleureux, l'accueil russe à ce « plan » a été favorable. Mais un proche du président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré au Financial Times qu'aucun accord ne sera signé sans évacuation totale des forces russes du territoire ukrainien. Quelques jours auparavant, Naftali Bennett avait proposé au président ukrainien d'accepter une proposition russe de cessez-le-feu. Les Ukrainiens l'avaient perçue comme une « exigence de capitulation » [6], faisant alors savoir aux Israéliens qu'ils jugeaient désormais leur médiation inutile.

Washington, de son côté, se montre par moments agacé, et même exaspéré, par la distance que prend avec lui son « meilleur allié » sur la guerre en Ukraine. Steve Cohen, Maria Elvira Salazar et Tom Malinowski — trois élus démocrates — ont écrit à la Maison-Blanche que « sanctionner Abramovich est une affaire urgente », lui demandant de « mettre tous ses moyens en œuvre » pour s'emparer de l'argent que l'oligarque met au service de Poutine afin qu'il « soit utilisé à la défense de l'Ukraine, au rapatriement [des populations émigrées] et à la reconstruction » du pays. Mais la critique la plus véhémente est venue de Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'État américaine aux affaires politiques. Interrogée par la chaîne israélienne numéro 12, elle y a tenu des propos peu amènes : « Nous devons pressurer le régime [de Poutine], lui refuser les revenus dont il a besoin, pressurer les oligarques qui l'entourent », avant d'ajouter qu'Israël ne voudrait certainement pas « devenir le dernier refuge de l'argent sale qui alimente les guerres de Poutine ». L'adhésion d'Israël aux sanctions internationales, a-t-elle conclu, est plus importante aux yeux de Washington que les efforts de médiation entrepris par son premier ministre. Ces propos, a commenté Aaron David Miller, membre de premier plan du think tank Carnegie Endowment for International Peace, ont représenté « le pilonnage [par Washington] le plus dur contre la politique israélienne depuis très longtemps » [7].

Sylvain Cypel

P.-S.

- Orient XXI. Lundi 21 mars 2022 - 16:18 | Last update : 1 week 3 days ago : <https://orientxxi.info/magazine/les-raisons-de-la-complaisance-israelienne-envers-la-russie,5459>
- Sylvain Cypel a été membre de la rédaction en chef du Monde, et auparavant directeur de la rédaction du Courrier international. Il est l'auteur de Les emmurés. La société israélienne dans l'impasse (La Découverte, 2006) et de L'État d'Israël contre les Juifs (La Découverte, 2020).
- SOUTENEZ ORIENT XXI
Orient XXI est un média gratuit et sans publicité.

Vous pouvez nous soutenir en faisant un don défiscalisé :

<https://orientxxi.info/informations/soutenez-nous,0502>

Notes

[1] Max Seddon, Roman Olearchyk, Arrash Massoudi et Neri Zilber, « Ukraine and Russia explore neutrality plan in peace talks », Financial Times, 16 mars 2022.

[2] Dahlia Scheindlin, « Should Israel arm Ukraine ? Israeli generals speak out », Haaretz, 16 mars 2022.

[3] Shuki Sadeh, « The great Jewish oligarchs escape : « The ground is trembling. They will steam into Israel » », Haaretz, 11 mars 2022.

[4] Anshel Pfeffer, « Nothing excuses Israel's moral failure on Putin and his war in Ukraine », Haaretz, 4 mars 2022.

[5] Ibid.

[6] Jonathan Lis, « 'Bennett wants Ukraine to surrender' : Ukraine senior official says Israel's mediation is useless », Haaretz, 11 mars 2022.

[7] Ben Samuels, « U. S. growing alarmed over Israel's safe harbor for Russian oligarchs », Haaretz, 13 mars 2022